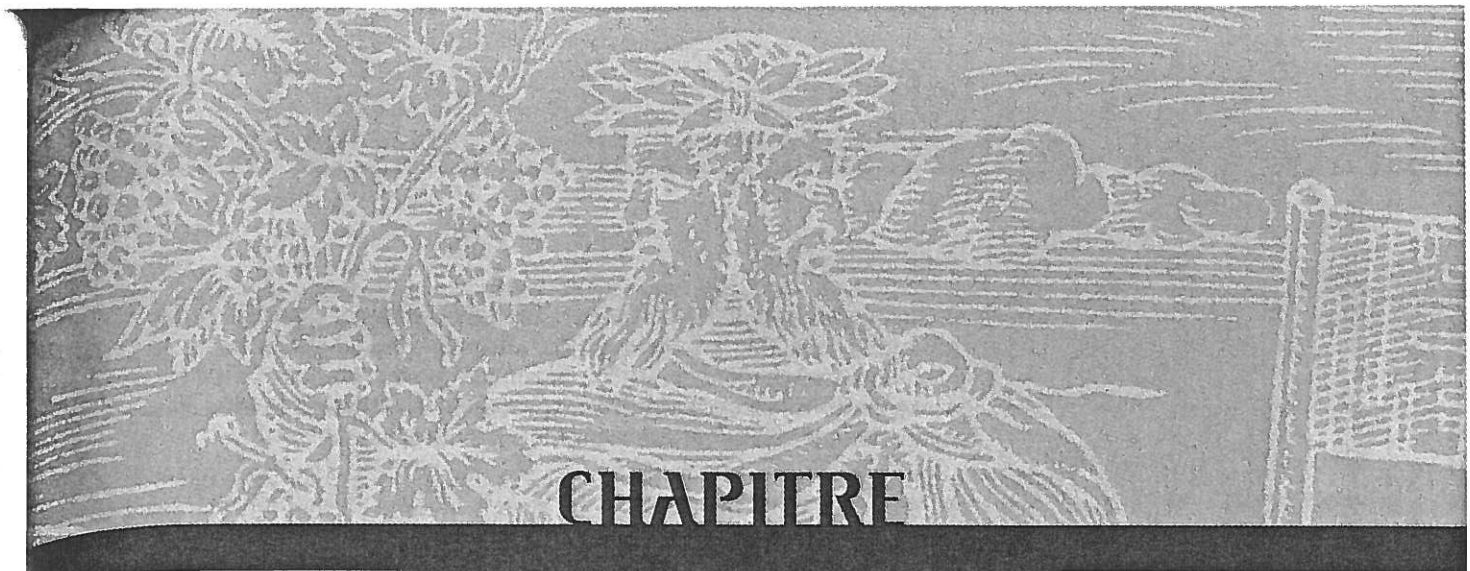


CHAPITRE

2

Les conceptions du pouvoir politique

OBJECTIF

Être capable de distinguer quelques grandes conceptions du pouvoir politique au fil des siècles.

Introduction

Au cours des siècles, des philosophes, des juristes, des ambassadeurs et des conseillers ont réfléchi sur la nature du pouvoir politique. Ils ont su poser de bonnes questions sur ce que devrait être l'exercice du pouvoir dans la société. Les solutions qu'ils ont proposées ne sont pas toutes démocratiques, mais elles ont l'avantage de nous faire réfléchir sur l'art de gouverner.

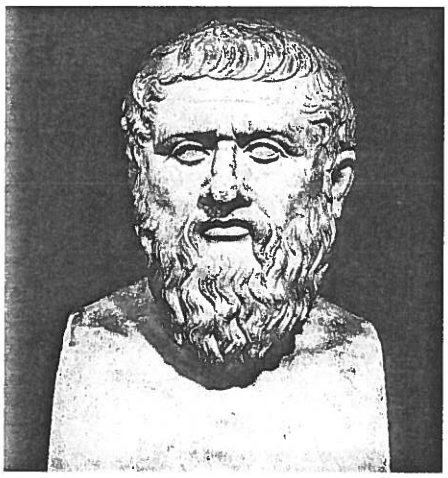
Dans ce chapitre, nous présentons quelques grands penseurs qui ont contribué à l'élaboration de la théorie politique dans le monde occidental : Platon, Aristote, Machiavel, John Locke, Karl Marx et David Easton.

Il y a eu bien d'autres penseurs, mais ceux que nous avons énumérés sont incontournables en raison de l'immense influence qu'ils ont exercée sur les plans intellectuel, culturel et constitutionnel (ou politique). Mettez cette fois vos lunettes d'historien, car nous remontons dans le temps à leur rencontre.

2.1 Platon

À 20 ans, Platon (427-347 av. J.-C.) a rencontré le philosophe Socrate et, pendant huit ans, il a suivi ses enseignements et les a reproduits dans un livre demeuré célèbre, *La République*. Platon a fondé sa propre académie de philosophie et il a conseillé les princes hors d'Athènes sur l'art de gouverner. Il a vécu à une époque où les **peuples** subissaient le joug du pouvoir plutôt que d'y participer démocratiquement.

Peuple
Ensemble d'individus qui forment une nation.



Platon (427-347 av. J.-C.)
À propos de la guerre : « [...] nos citoyens doivent s'exercer dès l'enfance au sein de la paix, apprenant à commander aux uns et à obéir aux autres. » (Colas, 1992, p. 67)

2.1.1 La politique

Esprit original pour son époque, Platon souhaite l'égalité des hommes et des femmes dans la société en prônant une éducation similaire pour les filles et les garçons. Par contre, en matière politique, il ne croit pas que le peuple ait quelque chose à dire sur le choix du gouvernement. Dans un dialogue intitulé *Le Politique,* il dit avec humour :

> La politique est l'art d'élever les troupeaux, les troupeaux se divisant d'abord en bêtes cornues et non cornues, puis en bipèdes et en quadrupèdes [...] La politique est l'art de conduire des bipèdes sans cornes et sans plumes (Prélot, 1977, p. 60).

Qui va conduire le « troupeau » ? Un Roi-philosophe, c'est-à-dire un homme sage et instruit, formé par d'autres sages. Ce n'est qu'à 50 ans qu'il sera prêt à gouverner. Après avoir servi le peuple, il se retirera et le nouveau dirigeant lui édifiera une statue en guise de remerciement pour services rendus.

2.1.2 Le pouvoir de la sagesse

La conception du pouvoir chez Platon porte le nom de sophocratie ou pouvoir de la sagesse. La sophocratie se caractérise par le pouvoir d'une caste

de gens instruits qui se transmettent le pouvoir de l'un à l'autre. C'est en quelque sorte une privatisation du pouvoir par la fraction la plus instruite de la population.

Voici ce que Platon écrit à propos des chefs :

> [...] ils passeront la plus grande partie de leur temps dans l'étude de la philosophie, mais quand leur tour viendra, ils accepteront de peiner aux tâches d'administration et de gouvernement par amour pour la cité, y voyant non pas une noble occupation mais un devoir indispensable ; et ainsi, après avoir formé sans cesse des hommes qui leur ressemblent, pour leur laisser la garde de l'État, ils iront habiter les Îles des Bienheureux. La cité leur consacrera des monuments (Platon, 1996, p. 299).

Cette conception du pouvoir conduit à réduire la population à un rôle passif dans la vie politique, en ce sens qu'elle subit le pouvoir plutôt que d'y participer. Vous l'aurez deviné, ce n'est pas démocratique mais autocratique. Platon fut un partisan de la dictature des élites.

Aristote (384-322 av. J.-C.), à droite, s'entretient avec Platon.
« L'association politique n'a évidemment en vue que l'intérêt commun. [...] C'est là uniquement ce que recherchent les législateurs ; et le juste, selon eux, est ce qui est conforme à l'utilité générale. » (Colas, 1992, p. 90)

2.2 Aristote

Aristote (384-322 av. J.-C.) est considéré comme le fondateur de la science politique. Il a analysé 158 **Constitutions** des gouvernements de son époque. Qu'a-t-il fait de tout cela ? Il a classé les régimes politiques en établissant les principaux pouvoirs de l'État et il nous a laissé une philosophie politique dont les principes sont encore présents dans nos sociétés. Ce goût d'analyser et de classer lui vient de son père, qui lui a enseigné la médecine et la biologie.

Aristote dit que l'homme est un animal politique, en ce sens qu'il est fait pour vivre en société. La société politique doit être gouvernée en fonction du bonheur des gens. Il est le premier à souligner que, pour bien vivre en société, il faut être moyennement fortuné. La pauvreté ne peut être source de vertu. Pour lui, la politique, c'est le gouvernement de la cité en vue du mieux-être de chacun.

[Constitution]
Loi fondamentale d'un pays qui en établit les règles d'organisation et de fonctionnement de la vie politique : Parlement, gouvernement, justice, droits et libertés des citoyens et mécanismes d'amendement.

2.2.1 Les trois pouvoirs de la société politique

L'apport d'Aristote à la science politique est important. Il a précisé les trois pouvoirs fondamentaux de la société politique :

Aristote a précisé les trois pouvoirs fondamentaux de la société politique : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

1. Le pouvoir délibérant, qui permet aux gens de discuter et de prendre des décisions. Aujourd'hui, nous disons **pouvoir législatif.**
2. Le **pouvoir exécutif,** qui est chargé d'appliquer les décisions. Il est secondé par les magistrats élus et les militaires, qui assurent la défense de la cité. Aujourd'hui, on parle de gouvernement ou de cabinet.

[Pouvoir législatif]
Capacité d'adopter des lois. Ce pouvoir est réservé aux députés qui siègent au Parlement.

[Pouvoir exécutif]
Capacité de faire appliquer les lois. C'est le gouvernement qui détient cette responsabilité.

[Pouvoir judiciaire]
Capacité de faire respecter les lois. Les juges ont la responsabilité d'interpréter les lois et de sanctionner les infractions.

[Loi]
Ensemble de règles de conduite adoptées par le Parlement, auxquelles les citoyens doivent se soumettre sous peine de sanction.

3. Le **pouvoir judiciaire,** qui est chargé de régler les conflits internes. Des juges sont élus afin de faire respecter les **lois.** Cette pratique existe aux États-Unis, où les juges dans les États sont élus par la population. Par contre, au Canada, ils sont nommés. Aujourd'hui, on utilise l'expression « système judiciaire ».

Ces trois pouvoirs définis par Aristote constituent encore aujourd'hui la base de nos systèmes politiques.

2.2.2 La classification des régimes politiques

Aristote était préoccupé par la nature des régimes politiques et leur évolution. À ce sujet, il a laissé une classification qui nous éclaire sur les formes de gouvernement (*voir* le tableau 2.1). Ses critères de classification sont les formes idéales des régimes politiques, le nombre de détenteurs du pouvoir et les formes dégénérées des régimes politiques. Tous les régimes ont un double visage : le meilleur (idéal) et le pire (dégénéré).

TABLEAU 2.1 Les régimes politiques – Classification

Forme idéale	Nombre de détenteurs du pouvoir	Forme dégénérée
Monarchie	Gouvernement d'un seul	Tyrannie
Aristocratie	Gouvernement du petit nombre	Oligarchie
République	Gouvernement du grand nombre	Démocratie

[Monarchie]
Régime politique où la souveraineté est incarnée par un roi. Monarchie constitutionnelle : régime politique où le roi gouverne à l'aide d'une Constitution et d'un Parlement élu.

[République]
Régime politique ayant à sa tête un président élu par la population et dont l'autorité suprême est soumise à un Parlement ou à un Congrès.

[Oligarchie]
Régime politique dominé par un petit groupe d'individus qui exerce le pouvoir en fonction de ses intérêts propres.

Chez Aristote, la **monarchie,** l'aristocratie et la **république** peuvent amener un gouvernement juste et bon. Si ces régimes se corrompent, ils prennent la forme de la tyrannie (brutalité), de l'**oligarchie** (domination d'un petit groupe) ou de la démocratie (foule sous l'emprise des passions). Pour lui-même, il préfère la monarchie pourvu que le monarque pense au bonheur des gens. Quant à la démocratie, Aristote s'en méfiait, car les orateurs habiles de l'époque pouvaient manipuler les foules et les amener aux pires débordements. La « bonne démocratie », à ses yeux, c'est la république.

2.2.3 La chute des régimes politiques

En plus de classer les régimes politiques, Aristote s'est intéressé à leur chute. Il dit que ce sont les excès qui provoquent la chute des gouvernements et il en note quelques-uns : la mauvaise répartition des richesses, le mépris des gouvernants à l'égard des citoyens, les luttes entre classes sociales, les mœurs sexuelles excessives des dirigeants et le peu de moralité dont ils font preuve.

Aristote insiste particulièrement sur le respect des lois et la franchise afin que la vie en société soit harmonieuse. Son message est encore d'une étonnante actualité.

> On doit donc, dans un État bien constitué, observer soigneusement que rien ne s'y fasse contre les lois et les coutumes et surtout prendre garde, dès le commencement, aux abus, quelque petits qu'ils soient. La corruption se

> glisse imperceptiblement: il en est d'elle comme des petites dépenses qui, répétées, consument le patrimoine d'une famille. On sent le mal quand il est fait (Aristote, 1971, p. 206).

Pour éviter que les **politiciens** abusent de leur position privilégiée, il faut que les citoyens soient vigilants. Aristote s'est préoccupé tout autant de décrire les régimes politiques que de définir une morale pour les gouvernants, dont les principes sont encore applicables aujourd'hui.

Politicien
Individu qui est un représentant du peuple. Celui qui fait de la politique.

2.3 Machiavel

Nicolas Machiavel (1469-1527) est né à Florence, en Italie. Il est diplomate et fonctionnaire au ministère de la Guerre et des Affaires intérieures. En 1512, les Médicis reviennent gouverner à Florence. Il est alors congédié et arrêté comme conspirateur. Il est par la suite acquitté et se retrouve en exil. C'est en 1513-1514 qu'il fait parvenir à Laurent de Médicis, le nouveau maître de Florence, un livre intitulé *Le Prince,* un véritable manuel de survie politique.

Machiavel (1469-1527)
« Qu'un prince, donc, fasse en sorte de vaincre et de maintenir l'État; les moyens seront toujours jugés honorables. » (Colas, 1992, p. 172)

2.3.1 Entre la crainte et l'amour

Machiavel donne au prince régnant des conseils sur l'art de gouverner et sur la façon de conserver le pouvoir. Le Prince doit se faire craindre plutôt que de se faire aimer. Il ne doit jamais oublier que les hommes n'ont aucune mémoire des bonnes choses que le Prince a faites pour eux et qu'ils se révoltent contre l'autorité au moindre refus. Bref, les hommes sont égoïstes et ingrats.

Que doit faire le Prince dans ces circonstances? Il doit récompenser la vertu, flatter le peuple tout en fuyant les flatteurs, garder son rang et projeter l'image de la puissance. Face à la guerre, il doit rester neutre et ne prendre parti que si la victoire est assurée. Il lui faut se rappeler que celui qui triomphe ne doit rien à personne et que les gens vont se rallier à lui parce qu'ils aiment se retrouver du côté des vainqueurs.

Il conseille aussi au Prince de bien choisir ses ministres. Ce choix est très important pour sa gloire et sa renommée, car les gens jugent le Prince à la qualité des personnes qui l'entourent. Les ministres doivent d'abord penser aux affaires du Prince avant de penser à leurs intérêts personnels. En retour, le Prince doit savoir honorer et récompenser les ministres qui lui sont fidèles. Ainsi, le ministre finira par croire que sa fortune est irrémédiablement liée à celle de son Prince.

2.3.2 Être renard et lion à la fois

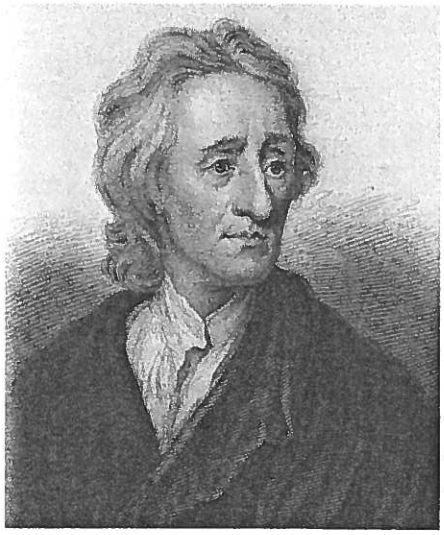
Machiavel va plus loin. Il exhorte le Prince à utiliser tous les moyens sans exception pour conserver le pouvoir. S'il y réussit, les moyens qu'il aura pris seront toujours estimés honorables et légitimes. C'est un principe universellement connu que Machiavel prône: la fin justifie les moyens. La fin consiste à conserver le pouvoir; pour cela, les moyens utilisés, quelle que soit leur nature, seront toujours justifiables.

C'est un principe universellement connu que Machiavel prône: la fin justifie les moyens.

Il conseille enfin au Prince de combattre ses ennemis par les lois et la force.

> Il faut donc savoir qu'il y a deux manières de combattre; l'une par les lois, l'autre par la force; la première est propre aux hommes, la seconde aux bêtes; mais comme la première bien souvent ne suffit pas, il faut recourir à la seconde.
>
> [...] Si donc un prince doit savoir bien user de la bête, il doit choisir le renard et le lion; car le lion peut se défendre des filets, le renard des loups; il faut donc être renard pour connaître les filets et lion pour faire peur aux loups (Machiavel, 1980, p. 107-108).

Le livre de Machiavel a fait le tour du monde. Il préconise une morale politique qui cautionne la ruse et le mensonge. Le gouvernant n'a pas à être vertueux, il peut seulement en donner l'impression. Pour parvenir à ses fins, il lui suffit d'invoquer la raison d'État, c'est-à-dire la nécessité de maintenir son autorité. À partir de cette nécessité, tout est permis et tout est justifié à l'avance.



John Locke (1632-1704)
« Quoi, dira-t-on, on peut s'opposer aux commandements et aux ordres d'un Prince? [...] Je réponds qu'on ne doit opposer la force qu'à la force injuste et illégitime, et à la violence. »
(Colas, 1992, p. 243)

Aujourd'hui, quand un gouvernement fait tout pour se maintenir au pouvoir en utilisant la récompense, la punition, le mensonge, la ruse et l'hypocrisie, il est traité de machiavélique. Cela constitue l'injure suprême en politique.

2.4 John Locke

John Locke (1632-1704) est un philosophe anglais, médecin de profession, qui a apporté au monde une contribution exceptionnelle sur le plan des idées politiques. En 1690, il publie l'ouvrage *Traité sur le gouvernement civil,* dans lequel il expose sa conception de l'organisation politique. Locke est conseiller politique d'un lord anglais et secrétaire de mission diplomatique pour le gouvernement britannique. Sous le règne de Charles II (1660-1685), les choses se gâtent et il doit gagner l'exil à la suite de menaces de mort. Il se réfugie en Hollande, où il écrit ses principaux ouvrages.

2.4.1 La politique : un contrat social

Ce penseur est un avant-gardiste quand il affirme que tous les hommes sont nés libres, égaux et indépendants. Selon lui, les êtres humains vivent en société uniquement pour éviter l'insécurité, car en groupe ils se protègent et s'entraident. Il fait confiance à la raison humaine et à ses lumières.

En élaborant la notion de contrat social et en affirmant que tous les hommes sont nés libres, égaux et indépendants, Locke jette les bases des démocraties contemporaines.

Dans l'esprit de Locke, le souverain est lié au peuple par un engagement formel quant à la protection de la liberté individuelle. Cet engagement constitue le contrat social de base qui unit le souverain et le peuple. En échange de cette protection, l'individu renonce à se faire justice lui-même et confie au gouvernement la responsabilité de châtier ceux qui ne respectent pas la loi. Ce principe constitue l'un des piliers de la démocratie de notre époque.

2.4.2 La séparation des pouvoirs

John Locke apporte un soin particulier à la définition des pouvoirs du souverain. Il ne veut pas qu'un seul individu ou un seul groupe prenne et applique toutes les décisions. Il répartit donc le pouvoir politique en trois branches :

1. Le pouvoir législatif est confié à des représentants élus. Ils ont la capacité d'adopter les lois ;
2. Le pouvoir exécutif se charge de l'application de la loi par l'administration et la justice ;
3. Le pouvoir fédératif s'occupe des relations internationales, qu'il fait relever du pouvoir exécutif.

Locke a voulu une séparation des pouvoirs afin d'éviter le despotisme ou la dictature d'un individu ou d'un petit groupe sur l'ensemble de la population.

2.4.3 Le droit à l'insurrection

John Locke n'a rien laissé au hasard. Il pose comme principe que le pouvoir législatif est le pouvoir suprême. Cela veut dire que le pouvoir exécutif et le pouvoir fédératif doivent lui obéir. Qu'arrive-t-il si le pouvoir exécutif se rebiffe ? Dans *Essai sur le pouvoir civil,* Locke prône le recours aux armes pour renverser le gouvernement et ainsi rétablir l'autorité du pouvoir législatif.

> On peut se demander ici ce qui va se passer si le pouvoir exécutif, qui détient la force de l'État, s'en sert pour empêcher le corps législatif de s'assembler et d'agir, lorsque la constitution originale ou la nécessité publique l'exige. Selon moi, faire usage de la force contre le peuple, sans y être autorisé et contrairement à la mission qui lui a été confiée, c'est se mettre en état de guerre avec le peuple, et ce dernier a alors le droit de rétablir le corps législatif dans l'exercice de son pouvoir.
>
> [...] en toute espèce d'états et de conditions, le vrai remède à la force sans droit, c'est celui de lui opposer la force. Car l'usage de la force sans droit met toujours celui qui l'emploie ainsi en état de guerre, au titre d'agresseur, et l'expose à être traité en conséquence (Cité dans Bouthoul, 1969, p. 229).

Les États-Unis ont inscrit ce principe dans leur Constitution. Inscrit ou non, le recours à l'insurrection devient souvent inévitable quand les gouvernements cessent de respecter les citoyens. Cela donne lieu à des guerres civiles ou à des révolutions.

En conclusion, John Locke est considéré comme le père de la démocratie libérale, en ce sens qu'il a jeté les bases théoriques d'un pouvoir politique dont le but ultime est de protéger la liberté des gens. Toutes les chartes des droits et libertés en vigueur dans les sociétés modernes s'inspirent de sa philosophie politique. Sa conception de la politique est aujourd'hui universellement reconnue, et tous les mouvements démocratiques s'en inspirent. Cette liberté s'étend aussi à tous les autres domaines de la vie en société. La pensée libérale, incarnée actuellement dans les partis politiques du même nom, prône les libertés sur les plans individuel, social et économique.

Locke n'a pas été le seul à élaborer un contrat social. Le penseur français Montesquieu (1689-1755) a lui aussi préconisé une forme de contrat social

Explorons !

Qui est Jean-Jacques Rousseau ? Qu'a-t-il écrit ? Quelles grandes idées politiques nous a-t-il laissées ?

basé sur la nécessité de respecter les lois afin que les individus vivent égaux et en harmonie. Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) a mis en avant un contrat social qui s'appuie sur la volonté populaire, à laquelle doivent obéir tous les gouvernants. Il a inspiré les chefs de la Révolution française de 1789 par ses principes démocratiques.

2.5 Karl Marx

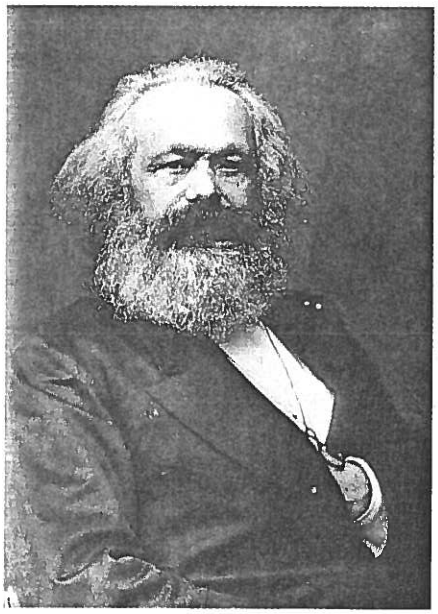
Communisme

Doctrine qui préconise l'instauration d'une société égalitaire où la propriété privée des moyens de production est interdite. Au XX^e siècle, les communismes soviétique, chinois, cubain et albanais en sont des exemples.

Karl Marx (1818-1883), un Allemand d'origine juive, détenait un doctorat en philosophie. Il a été le théoricien par excellence du **communisme.** Il a vécu à Londres une grande partie de sa vie à la suite de son expulsion d'Allemagne et de France pour avoir diffusé ses idées révolutionnaires, et il y a terminé ses jours. C'est là qu'il a analysé et dénoncé le capitalisme naissant, qui plongeait les masses populaires dans la misère et la pauvreté.

2.5.1 La misère capitaliste

Marx a élaboré une théorie sur l'origine de la misère capitaliste. Il a attribué celle-ci à une classe dominante, la bourgeoisie, qui contrôlait à la fois le secteur économique et le gouvernement tout en tirant profit de l'exploitation des travailleurs.



Karl Marx (1818-1883)
« Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux, il n'ôte que le pouvoir d'assujettir, à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui. »
(Colas, 1992, p. 518)

Que propose Marx pour sortir les travailleurs de la misère ? Rien de moins que la révolution armée afin de renverser l'État et la classe bourgeoise. Il a exposé avec Friedrich Engels, disciple de Marx et penseur, ses thèses révolutionnaires dans un livre qui a fait le tour du monde, le *Manifeste du parti communiste* (1848), traduit en plusieurs langues et connu de tous les révolutionnaires.

Ce manifeste analyse les caractéristiques du capitalisme, que Marx qualifie d'« exploitation de l'homme par l'homme ». Il rappelle que toutes les sociétés dans l'histoire de l'humanité ont été marquées par la lutte des classes. C'est ce à quoi on assiste lorsqu'un groupe dominant accapare la richesse en exploitant les autres classes de la société. Pour mettre fin à l'exploitation, les classes dominées doivent prendre conscience de leur exploitation, s'unir et combattre leurs oppresseurs.

Marx et Engels confient aux communistes, c'est-à-dire à ceux qui ont une connaissance des rouages de l'exploitation capitaliste, la responsabilité d'informer, d'instruire et d'organiser le prolétariat (les travailleurs) en vue de la révolution.

Le mouvement communiste doit s'étendre à tous les travailleurs et conduire au renversement de la bourgeoisie capitaliste. D'où l'appel de la fin du manifeste :

> Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (Marx et Engels, 1970, p. 76).

2.5.2 Le pouvoir selon Marx

Marx s'est opposé à la démocratie libérale de son temps parce que la bourgeoisie contrôlait les gouvernements. Il a dénoncé l'imposture et invité les travailleurs exploités, le prolétariat, à prendre les armes et à se rebeller contre ce qu'il appelait la « dictature de la bourgeoisie ».

Le but ultime de sa réflexion et de son action était de renverser la bourgeoisie en lui enlevant son instrument de domination qu'est l'État, au profit du prolétariat. Il a souhaité la création d'un nouveau pouvoir basé sur la volonté de la majorité des gens jusque-là exploités par la minorité possédante. Ce nouveau pouvoir, il l'a appelé la « dictature du prolétariat », dont la première tâche est d'exproprier les gens riches et de nationaliser leurs biens et capitaux.

Selon l'analyse de Marx et d'Engels, ceux qui, dans les sociétés capitalistes, contrôlent l'économie contrôlent aussi le pouvoir politique.

À long terme, la dictature du prolétariat doit réaliser la société sans classes, que l'on appelle aussi la « société communiste ». Dans cette nouvelle société, l'État n'aura plus sa raison d'être et sera remplacé par un gouvernement des choses, c'est-à-dire un organisme chargé de faciliter l'harmonie entre les divers groupes et les divers secteurs d'activité.

2.5.3 Le « Grand Soir »

L'expression « Grand Soir » est utilisée pour qualifier l'avènement de la société communiste. Selon Marx, le passage du capitalisme au communisme doit s'effectuer par étapes — l'expropriation de la bourgeoisie, sa destruction comme classe sociale et la remise des moyens de production à la classe ouvrière. Marx n'a pas dit combien de temps il faudrait pour opérer cette révolution. À la fin du processus historique, sous l'impulsion du gouvernement révolutionnaire, à la société capitaliste se substitue une société sans classe. À quoi pourrait ressembler la société communiste ? Marx et Engels ont pris le temps de l'écrire :

> Dans la société communiste [...] dans laquelle chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale, ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique (Marx et Engels, 1972, p. 107-108).

Cette description de la société idéale répond aux valeurs d'une époque. Aujourd'hui, l'**utopie** se traduit par le loisir et la consommation de masse, que les gouvernements modernes ont promis à leur population sans jamais pour autant les concrétiser, car pour consommer comme on l'a promis, il faut travailler de plus en plus et le temps de loisirs en est conséquemment réduit. Cette aspiration à la vie aisée est une constante dans l'évolution des sociétés.

Utopie
Projet politique qui semble irréalisable.

Discutons !

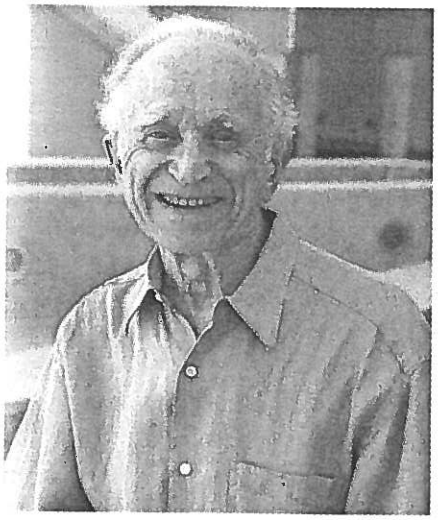
Est-il possible de mettre en place une société sans classe comme le croyait Karl Marx ?

2.5.4 L'héritage marxiste

Marx et Engels sont morts sans que leur rêve se réalise. Lénine, Mao, Fidel Castro et bien d'autres se sont inspirés de leur théorie

révolutionnaire pour prendre le pouvoir, mais ils n'ont pas réussi à livrer la société sans classe que le modèle marxiste prévoyait.

Néanmoins, Marx et Engels ont laissé en héritage une façon d'analyser la société sous les angles social, économique et politique qui met l'accent sur la lutte des classes. Cette analyse postule également que, dans les sociétés capitalistes, ceux qui contrôlent l'économie contrôlent aussi le pouvoir politique. Il se trouve peu de gens pour contredire cette affirmation. Au point de vue pratique, ils ont aussi laissé le message selon lequel le changement politique est une affaire de lutte et de solidarité, et qu'une classe opprimée, surtout si elle est majoritaire, peut venir à bout de la classe dominante. La morale égalitaire de Marx et Engels demeure un idéal toujours vivant auprès des classes défavorisées. Dans le contexte de la mondialisation des échanges, les groupes contestataires (altermondialistes) défendent les valeurs marxistes en dénonçant le capitalisme moderne, qui exploite notamment le travail des enfants dans les pays en voie de développement et qui détruit les petites entreprises agricoles et familiales de nombreux pays.



David Easton (né en 1917)

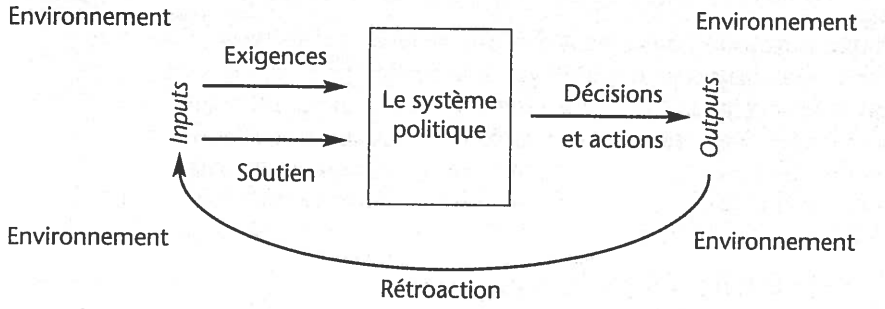
2.6 David Easton

Le politicologue américain David Easton est le fondateur de l'analyse systémique en science politique. Sa théorie s'inspire de la biologie et de la cybernétique (science des contrôles). Son objectif principal n'est pas de changer la société comme Marx et Engels ont essayé de le faire, mais de comprendre comment fonctionne l'autorité politique dans la société. C'est en 1952 qu'il livre l'essentiel de son approche dans un ouvrage intitulé *The Political System.*

2.6.1 Le système politique

Easton définit le système politique comme étant un ensemble d'éléments interreliés et interdépendants qui se caractérise par des interactions constantes avec l'environnement dans lequel il fonctionne. La figure 2.1 présente le modèle de David Easton.

FIGURE 2.1 Le modèle systémique (version simplifiée)



Source : David Easton, *Analyse du système politique,* traduction de Pierre Rocheron, Paris, Colin, 1974, p. 33.